



Règlement de consultation Concernant

**L'appel d'offres ouvert sur offres de prix
N 02/RFM/2020**

Relatif à :

**FRAIS D'ANIMATIONS CULTURELLES AFFERENTS A
LA LOCATION D'UN STAND EQUIPE A L'OCCASION de la
15^{ème} EDITION DU SALON INTERNATIONAL DE
L'AGRICULTURE AU MAROC.MEKNES, 2020**

**Appel d'offre réservé à la Petite et Moyenne entreprise,
autoentrepreneur et coopérative ou une union de
coopératives**

**Etabli conformément aux dispositions de l'article 18 du décret N°2-12-349 du 08
journada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.**

Table des matières

Table des matières

ARTICLE 1	OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
ARTICLE 2	MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 3	CONDITION REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 4	LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS :	4
ARTICLE 5	CRITERES D'APPRECIATION DES OFFRES DES CONCURRENTS	6
ARTICLE 6	OFFRE FINANCIERE	10
ARTICLE 7	COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :	10
ARTICLE 8	MONNAIE SPECIFIQUE DES OFFRES	11
ARTICLE 9	LANGUE SPECIFIQUE DES PIECES DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 10	MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 11	REPARTITION EN LOTS :	11
ARTICLE 12	RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES.....	11
ARTICLE 13	INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS	11
ARTICLE 14	CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :	12
ARTICLE 15	DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :	13
ARTICLE 16	RETRAIT DES PLIS :	13
ARTICLE 17	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES :	13
ARTICLE 18	PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE :	14

ARTICLE 1 **OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION**

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

FRAIS D'ANIMATIONS CULTURELLES AFFERENTS A LA LOCATION D'UN STAND EQUIPE A L'OCCASION DE LA 15^{ème} EDITION DU SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE AU MAROC-MEKNES 2020-

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement de consultation ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité.

ARTICLE 2 **MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est **LE CONSEIL REGIONAL FES- MEKNES**, représenté par Monsieur le Président du Conseil Régional de Fès-Meknès, désignée ci-après indifféremment par le maître d'ouvrage ou l'administration

ARTICLE 3 **CONDITION REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.
2. Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.
 - **Les personnes indiquées à l'article 68 de la loi organique relative aux régions 111-14.**

ARTICLE 4 **LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

1. LE DOSSIER ADMINISTRATIF

A. Pour chaque concurrent, au moment de présentation des offres :

- a) La déclaration sur l'honneur comprenant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2-12-349 du 20 Mars 2013 relatif aux marchés de publics.
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire tenant lieu, le cas échéant, en cas de groupement, le cautionnement provisoire sera constitué selon les modalités Décrites au 5ème paragraphe du C de l'article 157 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013.
- c) En cas de groupement joindre au dossier administratif une copie légalisée de la convention de la constitution du groupement accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations.

- **Concurrent est un établissement public :**

- d) Il doit fournir une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

- **Concurrent est une coopérative ou une union de coopératives :**

- e) Conformément au décret n° 2.19.69, Il doit fournir une attestation d'inscription au registre local des coopératives.

- **Concurrent est un autoentrepreneur :**

- f) Il doit fournir le certificat d'inscription au Registre national de l'autoentrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original délivré depuis moins d'un an.

B. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;

- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :

- Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne,

- b) L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'administration

compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

- c) **L'attestation ou copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme, Justifiant que l'effectif qu'il a employé ne dépasse pas 200 (deux cent) personnes.**

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce.

- e) **L'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction Générale des Impôts.**

• **Concurrent non installés au Maroc ;**

- f) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

• **Concernant est un établissement public, les documents à fournir sont :**

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

• **Concurrent est une coopérative ou une union de coopératives :**

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24. Cette attestation doit mentionner l'activité de la coopérative ou l'union de coopératives ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme.

- **Concurrent est un autoentrepreneur,**

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 . Cette attestation doit mentionner l'activité de l'autoentrepreneur ;
- b) La date de production des pièces exigées pour l'autoentrepreneur, la coopérative ou l'union des coopératives sert de base pour l'appréciation de leur validité

2-UN DOSSIER TECHNIQUE COMPRENANT :

- a) **Une note indiquant les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- b) **Les attestations ou leurs copies certifiées** conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

NB. Les attestations de références doivent être similaires à l'objet et au montant du présent appel d'offres.

3-UNE OFFRE TECHNIQUE DOIT COMPRENDRE :

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations objet de l'appel d'offres, ce dossier doit comporter un document de présentation global remis en format papier et sur format électronique CD ou Clé USB et portant sur les points suivants :

- a) Méthodologie de travail : Définit les différentes étapes de réalisation, ainsi que le planning détaillé de chaque événement.
- b) Qualifications et Compétences du personnel clé composant le staff proposé pour réaliser les prestations de l'évènement. (Les diplômes certifiés conformes à l'original et CV).
- c) Description des moyens techniques et logistiques à mobiliser.

N.B. : Tout concurrent n'a pas présenté les pièces exigées par l'offre technique en format papier et sur format électronique CD ou Clé USB sera définitivement écarté.

ARTICLE 5 CRITERES D'APPRECIATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

La procédure de jugement des offres de chaque concurrent comportera 3 phases comme suit :

1. Examen du dossier administratif et technique ;
2. Examen de l'offre technique ;
3. Examen de l'offre financière.

Les offres des concurrents seront examinées conformément aux dispositions des articles

36, 38, 39, 40 et 41 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Phase 1 : Examen des dossiers administratifs et techniques :

La première phase concerne l'examen des dossiers administratifs et techniques des concurrents.

Phase 2 : Examen des offres techniques :

Ne sont prises en compte dans cette phase que les offres des candidats qui ont été retenus à l'issue de la phase de l'examen des dossiers administratifs et techniques.

Une note technique globale ($N_t = N_1 + N_2 + N_3$) sur (100) sera attribuée à chaque concurrent, les différents critères intervenant dans la notation technique sont les suivants :

- Note N_i sera attribuée sur la base de la grille d'évaluation suivante ;

CRITERES	N_i
1- Méthodologie à proposer pour la réalisation de l'évènement.	$N_1 = 50$ pts
2-Qualifications et les compétences du personnel composant le staff proposé pour réaliser les prestations de l'évènement	$N_2 = 30$ pts
3-Description des moyens techniques et logistiques à mobiliser.	$N_3 = 20$ pts

Les critères d'examen et d'appréciation de l'offre technique sont les suivants :

Critère	Barème	Documents servant de base pour l'évaluation	Méthode D'évaluation/ points
<p>Méthodologie à proposer pour la réalisation de l'évènement :</p> <p>1- Note méthodologique :</p> <p>Le candidat est appelé à fournir une note méthodologique bien détaillée comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La méthodologie générale proposée pour la réalisation des différentes prestations de la conception du stand de la région Fès-Meknès - Une simulation du Montage du Stand. - Le planning détaillé de l'évènement. <p>2- Maquettes et plans :</p> <p>Le candidat est appelé à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Plan détaillé du Stand et de ces espaces (planches format A3) avec les spécifications techniques. - Plan2D et plan d'évacuation - Plans 3D reflétant tous les espaces du Salon ; avec la présence de la thématique du Salon international de l'Agriculture à Meknès : Le thème de cette 15ème édition (2020) est : « L'Agriculture Marocaine à l'ère de l'innovation digitale ». -Maquettes en 3 dimensions 3D avec différentes vues et positions (planche format A3) présentant une conception du stand répondant aux critères de CPS et reflétant le patrimoine culturel et économique de la région par rapport au thème de cette édition. <p>3- Présentation Power Point :</p> <p>Le candidat est appelé à présenter un exposé sur les potentialités de la région Fès –Meknès en relation avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le thème de la 15ème édition du Salon et leur impact sur le territoire de la région Fès-Meknès. -Les différentes prestations de la conception générale du stand de la région Fès-Meknès. <p>Durée de la présentation : 15 minutes.</p>	N₁=50 points	Note détaillant la méthodologie d'exécution	<p>Excellente : 50 Pt</p> <p>Moyenne : 30 Pt</p> <p>Médiocre : 10 Pt</p>
<p>Qualifications et Compétences du personnel composant le staff proposé pour réaliser les prestations de l'évènement :</p> <p>Liste des personnes (Chef de projets, Un Responsable Logistique et Un concepteur artistique) indique la qualification, la fonction et les attributions spécifiques des membres du personnel clé.</p> <p>(Voir le tableau descriptif des qualifications de l'équipe affectée à la réalisation de la prestation).</p>	N₂= 30 points	Diplôme et CV et expérience	<p>* Voir tableau de description relative aux Qualifications et compétences du personnel clé</p>

			ci-après
Description des moyens techniques et logistiques à mobiliser : Note descriptive sur : -Les Moyens techniques ; Descriptif des matériaux et immobilier à utiliser. -Les Logistiques d'appui ; Moyens mis en service pour l'exécution des prestations.	N₃= 20 points	Note Descriptive des moyens Techniques et logistiques à mobiliser	Excellente : 20 Pt Moyenne : 10 Pt Médiocre : 05 Pt

La note technique globale est égale à la somme des points correspondants à chacun des critères ci-dessus, toute offre dont la note technique est inférieure à **60** sera définitivement écartée.

NOTE TECHNIQUE GLOBALE : $N_t = N_1 + N_2 + N_3$

***Fiche technique relative aux qualifications et compétences du personnel composant le staff proposé pour réaliser les prestations de l'évènement :**

Pour l'ensemble des présentations de l'événement			
Critères	Barème	Documents servant de base pour l'évaluation	Méthode d'évaluation
Chef de projets (10 points)			
Diplôme	5 points	Diplômes + Curriculum Vitae	<ul style="list-style-type: none">• DESS, Master, DESA, ingénieur d'Etat ou diplômes similaires dans les domaines de la communication ou Media ou Industrie graphiques ou Design graphique ou Arts appliqués ou Beaux -arts ou conception création ou équivalent (Bac+5ou plus) :5 points• Licence dans les domaines de la communication ou Media ou industries graphique ou Design graphique ou Arts appliqués ou Beaux-arts ou conception création ou équivalent (bac +4 ou Bac + 3) :03 points.• Moins de la licence : 01 points.
Expérience	5 points		- Expérience professionnelle dans le domaine de la communication ou médias : *05 ans et plus : 5 points *Supérieur ou égale à 03 ans et inférieur à 05 ans : 03 points *Inférieur à 03 ans : 01 points
Un Responsable Logistique (10 points)			
Diplôme	5 points	Diplômes + Curriculum Vitae	<ul style="list-style-type: none">• Master spécialisé les domaines de commerce, de gestion, de management de projets, de marketing, ou de communication ou équivalent (Bac + 5 ou plus) :05 points• Licence dans les domaines de commerce, de gestion, de management de projets, de marketing, ou de communication ou équivalent (bac+4 ou bac +3) : 03 points• Moins de (Bac+3) :01 points
Expérience	5 points		-Expérience professionnelle dans la gestion managériale des événements, l'acheminement et l'aménagement des espaces, la gestion des flux logistique. * 05ans et plus : 05 points * Supérieur ou égale à 03ans et inférieur à 05 ans : 03 points * Inférieur à 03 ans : 01 points

Un concepteur artistique (10 points)			
Diplôme	5 points	Diplômes + Curriculum Vitae	<ul style="list-style-type: none"> • Lauréat d'une école des beaux-arts ou d'une école d'arts Appliqués ou d'une école spécialisée dans les domaines de publicité ou du graphisme ou équivalent (Bac + 4) : 05 points • Diplôme en communication visuelle ou équivalent (Bac+3 ou Bac+2) : 03 points
Expérience	5 points		-Expérience professionnelle dans la création de messages des campagnes publicitaires, la détermination de l'aspect visuel du mode de communication, la prospection des concepts déclinés en campagnes « Médias » et « hors médias », le choix de la nature de l'image, l'ambiance, le décor, l'univers esthétique, la composition, la typographie des textes, la hiérarchie des informations, etc. *05 ans et plus : 05 points *Supérieur ou égale à 03ans et inférieur à 05 ans : 03 points *Inférieur à 03ans : 01 points

Phase 3 : Examen des offres financières :

Conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du décret n° 2-12-349 précité, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs techniques et l'offres technique.

l'offre la plus avantageuse est l'offre **la moins disante**

ARTICLE 6 OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

- L'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix -détail estimatif

Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix et du détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement

ARTICLE 7 COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres,
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales.
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif.
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 **MONNAIE SPECIFIQUE DES OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 3 du décret n° 2-12-349 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les Concurrents installés au Maroc. Pour les concurrents non installés au Maroc, les prix des offres devront être exprimés en Dirham ou en devise. Pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en euro doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit être effectuée sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 9 **LANGUE SPECIFIQUE DES PIECES DE L'APPEL D'OFFRES**

Toutes les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents en réponse au présent appel d'offres doivent être établies en langue française ou en arabe.

ARTICLE 10 **MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément à l'article 19 du décret relatif aux marchés publics, et exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque ces modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret du 20 Mars 2013 relatif aux marchés publics.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de 10 jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial

ARTICLE 11 **REPARTITION EN LOTS :**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en lot Unique.

ARTICLE 12 **RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau du Service des **Marchés de la Région Fès- Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès**, dès la parution de l'avis d'appel d'offres au portail des marchés Publics ou au premier journal et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Le dossier d'appel d'offres est mis gratuitement à la disposition des concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 13 **INFORMATION DES CONCURRENTS ET DEMANDE DES ECLAIRCISSEMENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n° 2-12-349 précité, Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offre

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse doit intervenir au plus tard

ARTICLE 14 **CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n°2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé cacheté portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que **"le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis"** Ce pli contient trois enveloppes distinctes :
 - a) **La première enveloppe** contient le dossier administratif, le dossier technique et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être **fermée** et porter de façon apparente la mention "dossiers administratif et technique"
 - b) **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être **fermée** et porter de façon apparente la mention "offre financière".
 - c) **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être **fermée** et porter de façon apparente la mention " offre technique ".

Les trois (3) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 15 **DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS :**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité et celles de l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 -09-2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, les plis sont au choix des concurrents:

- 1- soit déposés, contre récépissé, dans **le bureau du Service des Marchés de la région Fès Meknès sis à N° 7 Avenue Oubeida Ibn Jarah Fès;**
- 2- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau d'ordre du Conseil de la **Région Fès – Meknès sis à Av. Allal Ben Abdellah V.N Fès ;;**
- 3- Soit transmis par voie électronique au maître d'ouvrage ;
- 4- Soit remis, **séance tenante**, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenu en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n°2-12-349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 16 **RETRAIT DES PLIS :**

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont enregistrés par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité, ou par le biais du certificat s'il s'agit d'un dépôt électronique :

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du décret n° 2-12-349 précité, et de l'article 10 l'Arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4-09-2014 précité.

ARTICLE 17 **DELAI DE VALIDITE DES OFFRES :**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressé au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier. Restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 18 **PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE :**

Aux seules fins de comparaison des offres, et après que la commission d'appel d'offres ait arrêté la liste des concurrents admissibles et éliminé les concurrents dont les offres ne sont pas conformes aux spécifications exigées et lorsque des entreprises étrangères soumissionnent à ces marchés, **une préférence est accordée aux offres présentées par des auto-entreprises, des coopératives, des unions de coopératives et par des entreprises nationales.**

Dans ces conditions, les montants des offres présentées par les entreprises étrangères sont majorés d'un pourcentage de quinze pour cent (15%).

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent auxdits marchés, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 29 du décret 2-12-349 du 20 Mars 2013 précité, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

Le concurrent

Fait à Le **07 Fevr 2020**
Le Maître d'ouvrage


Le Président de la Région
Fès - Meknès
Signé : Mohand LAENSER
